



EN GRÈVE LE 15 SEPTEMBRE

POUR

SOIGNER ET ÊTRE SOIGNÉ DIGNEMENT

Comme tous les autres travailleurs, les salariés de la Santé et de l'Action sociale subissent de plein fouet la crise qui combine stagnation des salaires et augmentation des prix.

Comme tous les travailleurs de la Santé et de l'Action sociale, tous les salariés, actifs ou retraités, avec ou sans emploi, qu'ils soient du public ou du privé, subissent de plein fouet les restrictions budgétaires qui ravagent notre système de santé et détériorent nos conditions de vie.

Ainsi (et gouvernement et patronat ne comptent pas s'arrêter là) :

- Depuis mars 2026, le forfait journalier hospitalier est passé de 20 à 23 euros et de 19,61 à 23 euros pour les passages aux urgences. Les actes lourds (supérieurs à 120 euros) font l'objet d'une participation forfaitaire de 32 euros depuis le 1^{er} avril.
- À partir du 1^{er} septembre 2026, les arrêts maladie prescrits par un médecin de ville seront plafonnés à 15 jours pour une première fois, à un mois maximum après une hospitalisation, et à deux mois pour un renouvellement
- Pour les 14 millions de patients en affection de longue durée (ALD), un changement en catimini mais d'importance s'applique maintenant : les médicaments prescrits *hors affection* (c'est-à-dire réputés non directement liés à la pathologie exonérante) ne sont plus automatiquement remboursés à 100 %. Le remboursement s'effectue désormais au taux de droit commun (entre 15 % et 65 % selon le médicament), et la complémentaire santé prend en charge le différentiel selon les garanties du contrat.

Nous voyons très nettement que le mécanisme est clair : en relevant le montant des forfaits non remboursés par la Sécurité sociale, l'État impose à la Sécurité sociale la réduction des dépenses directes et leur prise en charge par les mutuelles qui les répercuteront très vite sur leurs adhérents, détériorant encore plus notre pouvoir d'achat.

Dans le même temps, le gouvernement a versé 211 milliards aux entreprises du CAC 40 pour préserver la santé du patronat tandis qu'il a fait voter une rallonge de 36 milliards portant ainsi le budget de la guerre à 68 milliards.

Il n'y a pas d'argent pour les salaires mais il y en a pour les actionnaires. Il n'y a pas d'argent pour soigner mais il y en a pour tuer.

ALORS INVESTISSONS DES 13 HEURES LA PLACE DES BUISSES A LILLE LE 15 SEPTEMBRE POUR UN DEPART EN MANIFESTATION A 14 HEURES.

Les uns pour exiger des moyens pour soigner. Les autres des moyens pour être soignés.

Les uns pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail et des augmentations de salaires. Les autres pour l'amélioration de la prise en charge des soins et leur gratuité.

Les uns et les autres pour exiger une sécurité sociale à 100% fondée uniquement sur la cotisation, pour de bonnes conditions de travail et de bons salaires.

Mais ne nous leurrions pas. Nous savons qu'une journée de grève et de manifestation ne sera pas suffisante. **Sans une lutte déterminée, étayée par un mouvement de grève massif, nous n'obtiendrons rien mais nous perdrons tout.** Que cette journée de grève et de manifestation du 15 septembre soit la première expression de la riposte générale et nécessaire des travailleurs.